

L'eau est un bien commun vital, mais elle devient une ressource de plus en plus rare et disputée. En France comme ailleurs, les tensions autour de l'eau s'intensifient, en grande partie sous l'effet conjugué du changement climatique et de la croissance.

Le changement climatique bouleverse le cycle de l'eau à toutes les échelles. Les précipitations deviennent plus erratiques, avec une alternance de sécheresses sévères et d'épisodes pluvieux extrêmes. En France, la température moyenne a déjà augmenté de +1,9 °C depuis 1900 (source : Météo-France), et les projections montrent que l'été 2050 pourrait ressembler à celui de 2003... chaque année. Conséquences directes :

- Disponibilité réduite de l'eau pour l'agriculture : les nappes phréatiques se rechargent de moins en moins. En mars 2024, plus de 75 % des nappes en France étaient sous les normales saisonnières (BRGM).
- Évapotranspiration en hausse : avec des températures plus élevées, les cultures ont besoin de plus d'eau, accentuant les besoins en irrigation.
- Réduction du débit des cours d'eau : avec des conséquences sur les écosystèmes aquatiques, la qualité de l'eau, et les usages humains.

Or, l'agriculture représente environ 58 % de la consommation d'eau douce en France, avec de grandes disparités régionales (jusqu'à 90 % dans certaines zones de cultures irriguées comme le Sud-Ouest). Ce chiffre illustre la dépendance du modèle agricole actuel à une ressource de plus en plus incertaine. Certaines pratiques exacerbent cette dépendance :

- Le recours massif à l'irrigation intensive, souvent peu efficace, notamment en période estivale.
- La monoculture (maïs, blé, betterave...) qui épuise les sols et nécessite des apports hydriques importants.
- L'artificialisation des sols agricoles (bâtiments, engins lourds) réduit leur capacité à stocker l'eau et favorise le ruissellement.

Par ailleurs, l'usage de produits phytosanitaires a un impact direct sur la qualité de l'eau. En 2021, plus de 90 % des cours d'eau français étaient contaminés par au moins un pesticide (source : IFEN), et un tiers des eaux souterraines dépassaient les seuils réglementaires. De plus, des analyses ont révélé la présence de jusqu'à 89 substances différentes dans les cours d'eau, avec une moyenne de 17 substances par point de mesure. Parmi elles, des métabolites de pesticides, produits de dégradation souvent plus toxiques que les molécules d'origine. Or, cette pollution engendre :

- Des coûts élevés pour le traitement de l'eau potable (affectant les finances publiques et les consommateurs).
- Une atteinte à la biodiversité aquatique (poissons, invertébrés, micro-organismes).
- Un risque sanitaire pour les populations humaines (tels que des troubles hormonaux, des cancers ou encore des maladies neurologiques).

Face à ces constats, il devient urgent de réinterroger le modèle agricole dominant. Continuer à produire « plus avec toujours plus » n'est plus viable ni écologiquement, ni économiquement, ni socialement. Il est possible et nécessaire de s'engager vers une agriculture régénérative, sobre en intrants, adaptée aux sols et aux climats locaux, respectueuse des cycles naturels. Des leviers existent déjà pour mener à bien ce changement:

- La diversification des cultures pour améliorer la résilience des systèmes.
- L'agroécologie et l'agroforesterie, qui restaurent les sols et retiennent mieux l'eau.
- La collecte des eaux de pluie, les aménagements hydrologiques paysagers, ou encore l'irrigation de précision
- Une gouvernance territoriale plus intégrée de la ressource, incluant les agriculteurs, les citoyens, les institutions.

Mais pour cela, il faut sortir d'une approche fragmentée et techniciste : l'enjeu de l'eau en agriculture est écologique, politique, économique et culturel. Il appelle à une réflexion collective, transversale et systémique.